**COLLOQUE INTERNATIONAL**

**Date : 25 – 26 novembre 2021**

**Heure : A partir de 07h30**

**Lieu : PALM CLUB, Abidjan / Hôtel Ivoire si Présidence**

**Lien Zoom : À venir**

**NOTE CONCEPTUELLE**

**ÉGALITÉS DE GENRE POUR UNE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE EN ZONE UEMOA**

**Sur quels Leviers agir ?**

1. **Contexte et justification**

Avec une population d’environ 120 millions d’habitants dont 51% de femmes et un taux de croissance moyen du produit intérieur brut estimé à environ 6% sur les cinq dernières années (2014-2019), exception faite de l’intermède de l’année 2020 (2,4%) à cause de la Covid19, l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se révèle davantage comme un pôle de développement majeur sur le continent Africain. Conçue comme un *espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production* en Afrique de l’Ouest, l’UEMOA offre des perspectives uniques pour l’analyse des bienfaits d’une approche communautaire relativement à des enjeux communs aux États de cet espace (géographiquement reliés les uns aux autres).

Bien que l’UEMOA soit internationalement citée comme un exemple de communauté sous régionale favorisant l’inclusion et l’intégration des personnes dans leur pays d’accueil, on constate que de nombreuses inégalités entre les hommes et les femmes persistent au sein de l’Union. En effet, la position des États membres de l’UEMOA dans le classement mondial selon l’indice d’Inégalité de Genre (IIG) est peu reluisante : elle varie de la 130ème à la 158ème place sur 162 pays (Rapport sur le développement humain 2020). Toutefois, plusieurs études ont montré que les inégalités de genre ont un impact négatif sur la croissance économique (Klasen,2000, 2006; Klasen & Lamanna, 2009; Firmansyah & Sihaloho,2021). A l’échelle mondiale, le FMI (2019) estime ainsi que les pertes économiques résultant de la marginalisation des femmes varient entre 10 % du produit intérieur brut (PIB) dans les pays avancés à plus de 30 % en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Pour l’Afrique, McKinsey (2019) estime que le continent pourrait augmenter son PIB global de 316 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 10 % d'ici à 2025 si chaque État parvenait à égaler les progrès réalisés par les meilleurs pays de la région.

Certes, le taux de croissance annuel du produit intérieur brut de 5,3% en 2021 place la zone UEMOA parmi les plus dynamiques en Afrique. Cependant les enjeux de développement durable invitent à s’interroger sur le caractère inclusif ou non de cette belle performance macroéconomique. Une croissance inclusive et durable nécessite entre autres choses, que toutes les franges de la population, y compris les femmes et les jeunes, soient des acteurs à part entière du processus, et jouissent des bienfaits de la croissance économique au même titre que les autres parties prenantes. Il est par exemple bien établi que la croissance économique a tendance à s’accélérer lorsque les femmes ont l’opportunité de mettre à contribution leur potentiel productif.

Dans le cas particulier de l’Afrique de l’Ouest, le dynamisme économique des femmes est à la fois documenté et reconnu. Les exemples abondent en effet entre l’industrie textile et les nanas Benz du Togo, la production et la transformation du Beurre de Karité au Burkina Faso, la production et la transformation de l’ananas au Bénin, l’industrie du poisson au Sénégal, etc. Conscient de ce potentiel de développement que représentent les femmes, le Traité modifié de l’Union, notamment le Protocole additionnel N° II, relatif aux politiques sectorielles de l’UEMOA, stipule en son article 2 que « l’Union met en œuvre des actions communes en vue de créer un cadre favorable au renforcement du rôle de la femme dans l’intégration régionale et le développement économique et social des pays membres ».

Face à la persistance des inégalités, une stratégie-genre (2017-2027) de l’Union a été adoptée le 29 juin 2018 afin d’institutionnaliser le Genre et l’ériger en principe de gouvernance à tous les niveaux.

La communauté internationale a, pour sa part, adopté depuis 2015 les Objectifs du Développement Durables (ODD), y compris en matière d’égalité des genres et d’autonomisation de la femme (ODD 5), avec une échéance de réalisation fixée à 2030. Néanmoins des voix s’élèvent d’ores-et-déjà pour s’alarmer de la lenteur des progrès réalisés jusqu’ici. L’apparition de la pandémie de Covid 19 a de plus remis en cause certains des acquis réalisés au cours des dernières années. Il est toutefois de plus en plus admis qu’une plus grande utilisation des résultats de la recherche permettrait de mieux valoriser le potentiel économique et humain du continent africain, accélérant ainsi les progrès vers l’atteinte des ODD à l’échéance fixée. Le temps semble donc opportun pour la promotion du débat sur la prise en compte du genre dans les politiques publiques et alimenté par les données de recherche rigoureuses conduites par des experts de l’espace UEMOA.

Malgré le dynamisme de sa population féminine et l’énergie de sa jeunesse, les données disponibles suggèrent que la pauvreté, la vulnérabilité et l’exclusion socio-économique ne reculent pas au même rythme que la croissance économique dans la sous-région Ouest-Africaine. Ceci établit l’utilité d’une réflexion collective sur la prise en compte du genre et des enjeux d’inclusion dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans l’espace UEMOA. Au-delà d’un simple diagnostic, il s’agit de dégager des pistes d’actions à entreprendre pour tirer profit du dividende genre et du dividende démographique tout en veillant à une meilleure répartition des fruits de la croissance entre les différentes composantes de la société.

A la lumière des enjeux ci-dessus, la Commission de l’UEMOA, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), en collaboration avec le Ministère du Plan et du Développement de Côte d’Ivoire à travers l’École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA), organisent un colloque international sur la promotion de l’égalité de genre pour une accélération de la croissance économique dans l’espace communautaire.

**Références Bibliographiques**

Firmansyah & Dariatno (2021), The Effects of Women Empowerment on Indonesia's Regional Economic Growth. Vol 22, No 1 (2021) : JEP 2021https://journals.ums.ac.id

Firmansyah & Sihaloho (2021), Determinants of Foreign Direct Investment Inflows in Seven ASEAN Countries During the Period of 2010-2017: Dunning Model Approach DOI: https://doi.org/10.23917/jep.v22i1.11180

Fond Monétaire International (2019), FINANCES ET DÉVELOPPEMENT Publication trimestrielle du Fonds monétaire international Mars 2019, Volume 56.

Klasen & Lamanna (2009), The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries Feminist Economics, 2009, vol. 15, issue 3, 91-132 .

Klasen, (2000), Measuring Poverty and Deprivation in South Africa. Review of Income and Wealth, 46, 33-58.

McKinsey & Company (2019), The power of parity Advancing women’s equality in Africa

1. **Objectifs**

L’objectif général du colloque est de promouvoir la prise en compte des considérations de genre et d’inclusion dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, et ultimement, une accélération de la croissance dans l’espace communautaire.

Ceci se fera en offrant une plateforme d’échanges entre des cadres de l’administration publique de secteurs pertinents, les acteurs de la société civile, du secteur privé et des chercheurs. Il est attendu une appropriation des résultats de recherche par les responsables de politiques publiques d’une part, et d’autre part, une meilleure prise de conscience des grands enjeux de politiques publiques de l’heure par la communauté scientifique.

De façon spécifique, il s’agira:

* Pour les experts d’échanger avec les responsables de politiques publiques sur un certain nombre de résultats innovants ancré dans le contexte local;
* De mieux imprégner les chercheurs, des besoins et attentes des responsables de politiques publiques et de contraintes opérationnelles inhérentes à la conduite de l’action publique;
* D’échanger sur l’importance de la planification et de la production statistique dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques ;
* Sensibiliser les parties prenantes sur les divers domaines d’application de l’approche Genre dans une perspective de croissance soutenue et de développement durable et inclusif;
* D’éclairer la prise de décision pour la gestion des politiques publiques sensibles au genre dans l’espace UEMOA à travers la production d’actes du colloque déclinant clairement les opportunités et les options en la matière.

1. **Résultats attendus**

* Les responsables de politiques publiques ont développé une meilleure compréhension des enjeux d’égalité de genre et d’inclusion entourant l’action publique en tant que vecteur de croissance accélérée et développement durable ;
* La communauté scientifique s’imprègne mieux des attentes et des contraintes des responsables de politiques publiques;
* Des recommandations pour une meilleure planification, production et gestion de données statistiques dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques sont formulées;
* Les parties prenantes à l’atelier acquièrent une meilleure compréhension des divers domaines d’application de l’approche Genre;
* Des actes du colloque pour la gestion de politiques publiques sensibles au genre sont produits afin d’éclairer la prise de décision dans l’espace UEMOA.

1. **Participants**

L’activité réunira des cadres de l’administration publique de secteurs pertinents, des acteurs de la société civile et du secteur privé actifs, et des chercheurs ayant produit des analyses sur le rôle de la sexospécifique dans la gestion du développement en Afrique de l’Ouest. Des représentants de partenaires techniques et financiers seront également conviés pour partager leur expérience et explorer des opportunités de collaboration et de partenariat. Entre autres on peut compter les structures suivantes :

* Les Ministères en charge du Genre, de l’Économie, des Finances, de la Planification de chaque États membres de l’UEMOA
* La Confédération des Grandes Entreprises de Côte d’Ivoire (CGECI);
* La Commission de l’assemblé nationale de Côte d’Ivoire en charge de la promotion du genre;
* Les institutions suivantes : UNECA, ILO, AD, BOAD;
* L'Institut National de la Statistique de Côte d’Ivoire;

1. **Format et média**

L’activité sera essentiellement interactive. Il est prévu des sessions d’échanges sur la base de résultats de recherche conduites par des experts de l’espace UEMOA et sur la base de l’expérience pratique de responsables de politiques publiques au niveau national, régional et communautaire.

La couverture médiatique sera assurée par les médias suivants : Africa 24, Business24, Abidjan.net, RTI

1. **Durée**

L’activité se déroulera sur une période de deux journées, les 25 et le 26 novembre 2021 à Abidjan (Côte d’Ivoire) (proposition).

1. **Programme (provisoire – à voir avec le protocole d’État)**

**Jour 1**

7:30-8 :30 : Arrivée des invité.e.s et participant.e.s avec mise en place

8 :30-9 :00 Arrivée des personnalités et autres dignitaires

9 :30-10 :00 : Arrivée du chef de l’État ou de son représentant

10 :00 – 10 :45 : Cérémonie officielle d’ouverture

* 1. Discours du Président du CRDI
  2. Discours de l’ambassadeur du Canada à Abidjan
  3. Discours du Président de la Commission de l’UEMOA
  4. Discours du chef de l’État ou de son représentant

10 :45 – 11 :15 : Pause-café

1. Photo de famille ;
2. Interviews avec la Presse ;
3. Départ des personnalités

**11 :15-12 :15 : Panel de haut niveau**

Inégalités de genre et autonomisation de la femme en Afrique de l’Ouest : Un état des lieux

1. CRDI : État des connaissances sur l’autonomisation des femmes dans un contexte de transition énergétique et de Covid-19
2. ONU Femmes
3. UNECA
4. ILO
5. BAD

Modération : UEMOA

12 :15 – 13 :30 - Pause déjeuner

13 :30 – 14 :30 – Capital Humain, Budgétisation sensible au genre et croissance économique

1. ENSEA…
2. Université de Thiès (Travaux nomenclature budgétaire)
3. Ministère des Finances Niger…
4. Ministère Finaces Mali
5. UEMOA

Modération : CRDI

**14 :30-15 :30 - Genre, travail non rémunéré et croissance économique**

1. ENSEA
2. Ministère de la femme et de la famille CIV
3. Ministère de la femme et de la famille Sénégal
4. CRES

Modération : ENSEA

**Jour 2**

09 :00 -10 :00 : Segmentation du marché du travail, dividende démographique et croissance

1. ENSEA
2. Ministère plan Sénégal…
3. Ministère Genre Guinée Bissau

Modération : CRDI / INSAE

10 :00-11 :00 : Genre, données statistiques et planification de l’action publique

1. ENSEA
2. Ministère plan CIV
3. Ministère plan Burkina
4. Ministère Plan Bénin

Modération : UEMOA

11 :00 – 11 :15 - Pause-Café

1. :15-12 :15 : Investir dans la petite enfance pour libérer la femme

- UNECA Afrique de l’OUEST : Dividende démographique en Afrique de l’Ouest : Mythe ou réalité ?

- CRES & CAPEC : Quels investissements dans la petite enfance dans l’espace UEMOA ?

- UNICEF

- ONU-FEMMES

Modération : CRDI

1. :15-13 :00 Panel de clôture

* Direction régionale CRDI
* Direction genre UEMOA
* Direction ENSEA

13 :00 – 14 :30 - Déjeuner